

Pour une formation renouvelée

Didier Spire

Rédacteur en chef

Notre revue a pour but de communiquer des connaissances. Elle veut être utile à l'enseignement et à la transmission du savoir.

Or, qui n'observe aujourd'hui le contraste entre un accroissement considérable de ces connaissances et la difficulté, à la fois, pour les rassembler et pour former des hommes au service de la société ? Cette situation est fortement dépendante des mécanismes de transmission du savoir, eux-mêmes liés à des phénomènes interculturels. **La formation** est au cœur du problème. Comment mobiliser ce que l'on sait, soit par la recherche, soit par l'expérience de terrain, et comment transférer cette masse d'informations sans imaginer de nouvelles méthodes et de nouveaux lieux adaptés à la fois à la diversité des connaissances et à la pluralité des situations ?

La production de données scientifiques émane d'une poignée de pays, essentiellement du Nord, qui publie les trois quarts des articles répertoriés chaque année. Le reste de la planète qui représente les trois quarts de la population mondiale, se compose essentiellement de pays consommateurs de savoirs.

Faire évoluer la formation

Pour que l'ensemble du monde devienne générateur de connaissances, la formation doit changer. Il faut créer des conditions nouvelles, en particulier dans l'enseignement agricole, permettant de digérer l'information considérable apportée quotidiennement. Cette information doit tenir compte des situations récentes qui règnent dans l'économie et sur les marchés ; elle doit prendre en considération l'évolution des sociétés rurales, intégrer dans sa réflexion les utilisateurs, dans leur diversité technique et culturelle. La confrontation des cultures, des savoirs et des intérêts des différents acteurs de l'agriculture devrait être à la base des formations agronomiques, avec deux axes de réflexion :

– quel savoir faut-il mobiliser dans l'ensemble des connaissances, sans cesse croissantes ?

– ne doit-on pas produire davantage de programmes de formation pour les tissus sociaux que l'on veut irriguer ?

Or, le contenu de la formation actuelle est marqué par un certain nombre de caractéristiques qui freinent cette possible évolution.

L'enseignement d'aujourd'hui est réduit à une transmission, le plus souvent passive, du savoir. Il faut avouer que, dans l'histoire, la formation a bien rarement favorisé un esprit de contestation de la société. La marginalisation de certaines disciplines dans les programmes d'enseignements (philosophie, histoire et pratique des arts, culture générale) ne permet pas de développer une réflexion critique. Les types d'enseignements apportés correspondent davantage à une formation de citoyens acceptant, sans remise en question, les valeurs du système en place.

La formation était conçue, jusqu'au milieu du XX^e siècle, avec une vision synthétisée et adaptée des connaissances. Mais, depuis les années 60, l'accroissement du savoir est devenu si considérable que les ouvrages de formation ont de plus en plus de difficultés à en tirer des synthèses et que les programmes d'études nécessaires à leur assimilation deviennent surchargés. Or, ceux-ci ne sont alors qu'une transmission accélérée des connaissances toujours plus étendues. Cela est vrai dans presque tous les domaines et, spécialement depuis quelques années, pour les sciences biologiques. D'où une sorte de gavage systématique et un enregistrement passif des connaissances de la part des élèves.

Comment suivre le développement quantitatif du savoir ?

Tous les efforts actuels de pédagogie se heurtent à ce problème et les solutions proposées vont davantage dans le sens d'une parcellisation et d'une spécialisation monodisciplinaire accentuées. Notre revue a, d'ailleurs, parmi ses missions, la

lutte contre cette tendance et l'accès à une connaissance plurielle.

Parallèlement à cette amplification des connaissances, se dessine une standardisation du contenu des formations liée à une transnationalisation du savoir. Les caractéristiques nationales des appareils productifs, les normes de production et les spécificités de comportement alimentaire s'effacent devant ce phénomène de globalisation et d'interculturalisme gouverné par les sociétés dominantes du Nord.

Certes, le brassage des populations, de leur culture, de leurs idées est une excellente chose. Encore faut-il être capable de proposer un enseignement mettant en lumière les relations entre les cultures, sans désir de domination. Comment replacer une formation nationale, voire locale, dans un cadre mondial ? Comment rejeter l'uniformisation et respecter le plus largement possible les spécificités en les analysant à travers des principes universels ?

Telles sont les questions à débattre pour créer des corps d'agronomes adaptés aux temps modernes.

J'ajouterai que, pour l'étudiant, le contenu des enseignements perd souvent de son importance, dans le cadre d'une compétition accrue, pour se transformer en un outil permettant la performance individuelle et un bon classement. Dans cette optique, la recherche de solutions prime sur la construction des problèmes, le mode de raisonnement issu des règles et de la hiérarchie étant intériorisé pour mieux « réussir ». Tout ce qui est aléatoire, mal balisé, ouvert encore à discussion, c'est-à-dire aventureux, est rejeté par l'élève comme par l'institution. La créativité, l'imagination sont alors écartées et toute velléité de marcher hors du système établi est découragée.

Compte tenu des contraintes et difficultés dues à la mutation profonde qui est la nôtre, quelles grandes idées avancer ? Quel mode de raisonnement nouveau proposer pour former de jeunes cadres capables de comprendre et maîtriser la complexité des problèmes et des relations humaines auxquels ils sont confrontés ?

Libérer les initiatives et les capacités d'innovation

Dans notre univers en continuel mouvement, l'innovation est primordiale. Comment imaginer d'ailleurs que les emplois puissent être créés, si l'on étouffe les initiatives, si l'on reste dans le conformisme, sans stimuler l'intelligence créatrice ? Or, pour innover dans des ensembles aussi complexes, on ne peut se satisfaire

d'inventions seulement techniques. L'important réside surtout dans l'efficacité d'une chaîne relationnelle où sont mises en avant les interactions entre tous les maillons de la connaissance scientifique et technique, à la mise en œuvre des résultats et au développement sur le terrain.

Libérer les initiatives, c'est aussi proposer un enseignement où la liberté de choix est développée, où le sens de la responsabilité, c'est-à-dire la façon d'assumer cette liberté, est valorisé. L'apprentissage de la liberté est à la base de la démocratie et devrait être l'objectif primordial d'une éducation nouvelle dans toute société.

L'enseignement qui intégrera cet apprentissage saura développer non seulement la valeur de la pensée, celle du droit à la réflexion intérieure et à son expression, mais aussi la personnalité de l'élève, donc ses capacités à créer et expérimenter des voies nouvelles. L'étudiant apprendra à reconnaître ses qualités, ses goûts, ses erreurs. Il forgera ainsi son identité et développera des qualités intellectuelles propres. Il pourra alors mieux concevoir sa profession dans la société et l'utilité de celle-ci prendra tout son sens.

Dominer le problème de la complexité croissante des données et des situations

Il faut envisager l'acquisition des connaissances et le développement des capacités de raisonnement comme un moyen de maîtriser cette complexité et de mieux l'employer au bénéfice de la société.

L'évolution constante des sciences et des techniques pousse l'enseignement à plus de souplesse et à une adaptation permanente. De nombreux rapports portant sur les réformes de l'enseignement préconisent, dans cette optique, moins de spécialisation et davantage de culture, développant un esprit de synthèse et d'adaptation. Voilà une autre raison pour refuser un apprentissage passif et pour prôner une éducation poussant à la curiosité et à l'éveil des capacités inventives.

Plutôt que d'accumuler des données dont certaines deviennent d'ailleurs rapidement obsolètes, plutôt que des compilations de données, il serait hautement souhaitable de dégager une nouvelle pédagogie de l'apprentissage où les étudiants apprendraient surtout à se repérer et à utiliser les connaissances à bon escient. Apprendre à dominer le savoir, trop étendu aujourd'hui pour être assimilé dans une seule tête, apprendre à

naviguer sur cet océan de données stockées, de plus en plus, sur support informatique, tel devrait être l'un des buts poursuivis par l'enseignement.

Il faudrait donc que la formation élargisse la vision, prenne de la distance par rapport à tout ce qui sépare, pour promouvoir l'interdisciplinarité avec l'esprit de synthèse, support de ce qui associe.

Une pédagogie rénovée : l'apprentissage de l'écoute

Nos sociétés francophones croient encore que communiquer c'est d'abord parler. Or, il faut commencer par écouter. C'est en écoutant que la parole devient ensuite un acte de communication. C'est en écoutant que l'on apprend la tolérance, le respect, d'autrui et les fondements du débat démocratique.

Il y a une certaine discipline de l'écoute à intégrer dans les nouvelles méthodes pédagogiques, non pas une écoute passive, fondée sur la hiérarchie et la règle qui paralysent les réactions, mais une écoute permettant le développement des capacités à utiliser les informations des autres, pour pratiquer ensuite l'art de la confrontation plutôt que celui de l'enregistrement.

Les bases nouvelles d'une formation agronomique pourraient être fondées sur ces principes, où l'on reconnaîtrait la nécessité de confronter les cultures et les savoirs, où les capacités intuitives des individus et leur degré d'épanouissement seraient mis en avant, où la course à la spécialisation ne serait pas privilégiée au détriment de la perception globale et de l'intégration dans le tissu social. Les *Cahiers Agricultures*, par la diversité des thèmes proposés, se veulent un support actif de cet enseignement.

Erratum :

Dans l'éditorial de Jean Semal « Où en est le banquet de l'humanité ? » (*Cahiers Agricultures* 1995 ; 4 : 402-3), une erreur s'est produite page 403, deuxième colonne, onzième ligne, il fallait lire : « 7 000 hectares de canne » et non 700 hectares.